

Décision individuelle portant refus

N° DI – 2020 – 206

Pétitionnaire : LAMA Frédéric - Black Alpaga

Nature de la demande : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial et Survol motorisé à une hauteur inférieure à 1000 mètres

Localisation : RD 141, dite route des Crêtes

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment ses articles 15 et 16 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume I, notamment l'objectif VI « Préserver la quiétude des lieux et les possibilités de ressourcement de chacun » ; l'objectif VII limiter la « marchandisation » des sites et des paysages ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 24 et 31 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d'une redevance relative aux prises de vue,

Considérant la demande d'autorisation formulée en régularisation le 28 septembre 2020, par la société Black Alpaga représentée par LAMA Frédéric, réalisateur ;

Considérant que la chaîne M6 est propriétaire de ces images ;

Considérant que les prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial, ne peuvent être autorisées par le directeur de l'établissement public qu'à titre dérogatoire ;

Considérant que les survols pour réaliser des images télévisuelles, filmées ou photographiques ne peuvent être autorisés par le directeur de l'établissement public qu'à titre exceptionnel ;

Considérant que l'établissement public doit prévenir les impacts directs et indirects sur les patrimoines compris dans le cœur du parc par un encadrement des activités en promouvant des pratiques respectueuses du milieu naturel ;

Considérant que les prises de vues des paysages au cœur de parc ne doivent pas être autorisées à des fins promotionnelles pour des produits ou activités éloignés des valeurs liées au caractère du parc ;

Considérant la note relative aux prises de vues ou de sons dans les Parcs nationaux, adressée le 9 janvier 2018 à l'ensemble des marques automobiles et des constructeurs et importateurs de motos adhérents, par le président de la Chambre Syndicale Internationale de l'Automobile et du Motocycle (CSIAM) ;

Considérant que ces prises de vues ne sont pas compatibles avec les objectifs de la Charte : l'objectif VI préserver la quiétude des lieux et les possibilités de ressourcement de chacun et l'objectif VII limiter la « marchandisation » des sites et des paysages, auxquels s'ajoute une mesure partenariale de l'objectif XIII visant à limiter la circulation motorisée et le stationnement en cœur de parc ;

Considérant que les activités décrites dans la demande ne sont pas conformes aux dispositions des textes susvisés,

DECIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La demande d'autorisation déposée en régularisation par LAMA Frédéric, réalisateur, de réaliser des prises de vues, le 11 juin 2020, pour le tournage du programme court, *Les plus belles routes de France*, parrainé par la marque CONTINENTAL et diffusé le 19 juillet 2020 est **refusée**.

Toute rediffusion de ce programme court appartenant à la chaîne M6 doit être définitivement annulée sous peine de sanctions administratives et de poursuites judiciaires.

Article 2 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 4 : Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 29 septembre 2020

Le Directeur



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.